

21 mai 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration devant la communauté française de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'action de la France en faveur de la sécurité des Français et de la démocratie en Côte d'Ivoire, à Abidjan le 21 mai 2011.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord vous demander de bien vouloir excuser notre grand retard qui est dû au fait que nous sommes restés un peu plus longtemps que nous l'avions prévu à Yamoussoukro, compte tenu des impératifs de la cérémonie d'investiture.

Messieurs les Ministres, cher Alain, cher Henri,

Monsieur le Sénateur,

Monsieur l'Ambassadeur,

Madame et Messieurs les Conseillers à l'Assemblée des Français de l'Étranger,

Mesdames et Messieurs, mes chers compatriotes et si vous le permettez mes chers amis,

Je veux d'abord vous dire notre profonde émotion de nous retrouver aujourd'hui en terre ivoirienne, dans ce pays auquel la France est profondément attachée, et dont le destin, au cours des derniers mois, nous a causé tant d'inquiétude.

Notre émotion, mes chers compatriotes, de nous retrouver aujourd'hui à vos côtés, vous dont le sort, tout au long de la crise, n'a cessé d'être au coeur de nos préoccupations. Il n'est pas un moment, je vous l'assure, pendant ces événements, où nous n'avons pas pensé à vous et à vos familles.

A cette émotion se mêle naturellement la joie d'avoir célébré, ce matin, l'investiture du Président Alassane Ouattara. Il s'agit de l'avènement d'une Côte d'Ivoire nouvelle et une Côte d'Ivoire démocratique, une Côte d'Ivoire en paix et une Côte d'Ivoire qui retrouve le chemin de la stabilité et de la prospérité et puis surtout une Côte d'Ivoire qui renoue avec la France des relations fraternelles.

Mes chers compatriotes,

Je sais par quelles épreuves vous êtes passés, et si j'ai tenu à vous rencontrer aujourd'hui, c'est d'abord pour vous exprimer, en notre nom à tous et au nom de la nation toute entière, notre sympathie, notre admiration et notre solidarité.

Informé jour après jour des événements qui se déroulaient ici, nous savons ce que vous avez vécu pendant quatre longs mois : l'inquiétude, l'angoisse, l'angoisse des parents pour la sécurité de leurs enfants et l'angoisse des chefs d'entreprise, déjà profondément marqués par le traumatisme de 2004 et qui redoutaient de voir le fruit de leur travail à nouveau anéanti et l'angoisse également quand les pillards frappaient à vos portes, ou quand les combats faisaient rage, parfois tout près de chez vous.

Dans ces circonstances extraordinairement difficiles, vous avez fait preuve d'un grand sang-froid, et d'une confiance inébranlable en l'avenir d'un pays auquel vous êtes profondément attachés.

Les Français, tous les Français, par ma voix, vous rendent hommage, et je suis venu vous dire, au nom de chacun d'entre nous, que nous sommes fiers, que nous avons été fiers, de nos compatriotes de Côte d'Ivoire.

Si le pire, lors de cette crise, a pu être évité, nous le devons aussi à votre action, Monsieur

l'Ambassadeur, et à celle de vos collaborateurs. Votre calme, votre solidité, le courage et la lucidité dont vous avez fait preuve dans les moments les plus délicats, tout cela n'a échappé à personne. J'ai voulu que vous en soyez récompensé et je veux ici vous dire, une fois de plus, ainsi qu'à tous ceux qui vous ont assisté pendant cette période, mon estime et notre amitié.

Comment enfin, dans ce camp de Port-Bouët, haut lieu de la présence militaire française en Côte d'Ivoire, ne pas saluer le travail admirable effectué, au profit des Ivoiriens et des ressortissants de nombreux pays, par les officiers, sous-officiers et soldats de la Force Licorne tout au long de ces événements ? Ils ont accompli avec professionnalisme, avec dévouement et avec humanité les missions qui leur étaient confiées. Je veux leur dire qu'ils ont fait honneur à notre armée et je veux leur exprimer, en notre nom à tous, la plus vive reconnaissance de la nation.

Mesdames et Messieurs,

Le pire a été évité, lors de cette crise. Le traumatisme d'une nouvelle évacuation a été évité.

L'année scolaire a été perturbée, mais finalement sauvée.

Pour autant, des tragédies individuelles n'ont pas pu être évitées.

Je pense bien entendu à nos compatriotes Stéphane Frantz di Rippel et Yves Lambelin, ainsi qu'aux collaborateurs béninois et malaisien de ce dernier, enlevés le 4 avril et dont nous sommes, toujours depuis lors, absolument sans nouvelles. Que leurs familles, que leurs proches sachent que nous ne les oublions pas. Nous ne ménagerons aucun effort pour les retrouver, je l'espère, je veux y croire, sains et saufs. Nous mettrons également tout en œuvre pour que soient identifiés et punis sévèrement les auteurs de cet enlèvement abject. On ne peut pas toucher à des citoyens français en toute impunité. Ça ne serait pas juste, ça ne serait pas conforme à l'idée que je me fais de la morale. Le Président Ouattara m'a assuré, à cet égard, de son soutien et du plein concours des autorités ivoiriennes.

Je pense également à ceux d'entre vous dont l'outil de travail a subi des dommages graves et dont l'entreprise voit sa survie menacée. C'est un sujet que nous avons évoqué ce matin avec le Président Alassane Ouattara. Il s'y est montré attentif.

Il m'a d'abord promis de se pencher sur le cas des entreprises qui ont subi des dommages lors des manifestations anti-françaises de 2004.

Mais plus largement, nous sommes convenus de travailler à l'adoption rapide de mesures destinées à aider les entreprises à surmonter les conséquences des événements récents. Dans cet esprit, l'Agence française de développement, en liaison avec les banques locales, soutiendra l'octroi, au cours des deux années à venir, de 100M de prêts aux PME, grâce à des crédits bonifiés et des mécanismes de garantie. La partie ivoirienne, pour sa part, étudie un certain nombre de dispositions destinées, à soutenir le secteur privé et à accélérer la relance de l'économie.

C'est un dossier, Monsieur l'Ambassadeur, que je vous demande de suivre personnellement, en liaison avec nos chefs d'entreprise et, naturellement, avec les autorités ivoiriennes. Et comme le Premier ministre François Fillon viendra en Côte d'Ivoire au mois de juillet, j'aimerais que ces dossiers soient réglés ou en voie de l'être pour le mois de juillet, de façon à ce que vous puissiez conclure avec le Premier ministre. Il n'est pas question là non plus de laisser seuls celles et ceux d'entre vous qui ont investi une grande partie de leur vie de travail ici.

Mes chers compatriotes,

L'action de la France, tout au long de la crise ivoirienne, s'est inspirée de principes simples : soutien à la démocratie & appui aux efforts de la communauté internationale & respect de nos engagements.

Prévues dès 2007 dans l'Accord Politique de Ouagadougou, les élections se sont longtemps fait attendre. Cinq ans après l'échéance normale, les Ivoiriens ont finalement pu voter le 31 octobre, puis le 28 novembre. Ils se sont déplacés en masse, sous le regard de trois mille observateurs. Le peuple s'étant exprimé librement en faveur du changement et de la paix, nous avons donc appelé au strict respect de sa volonté.

Mes chers compatriotes, je vous demande de comprendre qu'agir autrement, accepter un véritable hold-up électoral, n'aurait été au final acceptable ni pour les Ivoiriens, ni pour la

communauté internationale. C'eût été sacrifier une chance historique de clore une décennie de crise et de souffrances. C'eût été se résigner à l'impuissance, alors que les Nations Unies avaient déployé des moyens considérables. C'eût été, enfin, la certitude d'un recul durable de la démocratie sur le continent africain : pourquoi aller voter si l'élection peut en toute impunité être volée ?

La France n'avait pas de candidat, la France a choisi de soutenir le candidat choisi librement par les Ivoiriens. Très vite, la CEDEAO, l'Union Africaine, et toute la communauté internationale, ont marqué, dans l'unité, leur refus de l'inacceptable.

La seule réponse fut une répression systématique. Chacun se souvient de ces femmes désarmées tombées sous les balles d'une mitrailleuse le 3 mars, ou du massacre sur le marché d'Abobo, provoqué deux semaines plus tard, par des tirs de mortier.

A l'initiative de la France et du Nigéria, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, unanime, a alors autorisé les forces impartiales à détruire les armes lourdes qui menaçaient les populations. La France, avec l'ONU, a pris ses responsabilités. De nombreuses vies -- et la démocratie -- ont été sauvées.

Je veux le dire avec force pour que chacun le comprenne : la démocratie n'est pas un privilège réservé aux pays occidentaux. C'est une aspiration profonde de chaque peuple, sur tous les continents de la planète. C'est aussi la garantie de la paix et du développement, comme nous le constatons aujourd'hui en Côte d'Ivoire. Voilà la première leçon de cette crise !

Il ne viendrait à l'idée de personne, en Europe ou partout ailleurs en Occident, de transiger sur la démocratie. Il était hors de question de le faire, ici, en Côte d'Ivoire. J'ai été stupéfait, je dois le dire, d'avoir entendu des voix se lever, dans mon propre pays, dans notre pays, pour suggérer entre guillemets un « arrangement » avec un pouvoir devenu illégitime. En matière démocratique, il n'y a pas d'arrangement. Il y a la démocratie ou il y a la dictature. Il y a le respect de l'Etat de droit ou il y a la violence.

Mais il y a une deuxième leçon, qui me paraît tout aussi importante. En Côte d'Ivoire hier comme en Libye aujourd'hui, les Nations Unies ont mis en uvre un principe qu'elles avaient adopté à l'unanimité en 2005 mais qui n'avait jamais été vraiment appliqué : la responsabilité de protéger. Oui je l'affirme, la communauté internationale ne peut pas fermer les yeux sur un massacre. Dans ces deux crises, l'ivoirienne et la libyenne, face à des dirigeants -- j'emploie les mots - qui massacraient leur propre population, la communauté internationale a décidé d'agir avec détermination, et c'est l'honneur de la France d'avoir, avec quelques autres, mené ce juste combat. L'armée française a agi au service de la démocratie. C'est là son honneur.

Troisième enseignement de cette crise --, tout ce que la France a fait, elle l'a accompli en appui aux organisations africaines, et dans le cadre strict de ses engagements vis-à-vis des Nations Unies. La France a eu le souci permanent de l'unité de la communauté internationale Et je veux rendre hommage au ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, pour l'action personnelle qu'il a menée au Haut Conseil de Sécurité, pour garantir cette unité. La France est intervenue en Côte d'Ivoire au nom de principes universels, forte d'un mandat international.

Mes chers compatriotes,

Vous l'avez compris, c'est une nouvelle politique africaine que nous mettons en uvre. Et même une nouvelle politique étrangère que notre engagement en Côte d'Ivoire a illustrée ces derniers mois.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

L'investiture du Président Alassane Ouattara ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de la Côte d'Ivoire et des relations franco-ivoiriennes.

Même si c'est aujourd'hui l'espoir qui domine, nous savons que ce pays fait face à d'énormes défis : reconstruction d'une économie exsangue, mise à mal par des années d'inertie et de crise
£ défi du rétablissement de l'autorité de l'État, de la reconstruction de forces de sécurité réellement nationales et non pas ethniques£ défi de la restauration de l'unité du peuple ivoirien, par des mesures de justice et de réconciliation.

Nous en avons parlé ce matin avec le Président Ouattara, que j'ai trouvé, sur tous ces sujets, lucide et animé d'une détermination sans faille. Je lui ai exprimé la confiance de la France dans

rochue et animée d'une détermination sans faille. Je lui ai exprimé la confiance de la France dans sa capacité à relever ces multiples défis. Je l'ai surtout assuré de notre ferme volonté de tout mettre en œuvre pour l'aider et aider la Côte d'Ivoire dans ce moment si crucial de son histoire. Nous avons déjà mis en place des financements pour permettre à l'État de remettre l'administration en marche et de remplir ses obligations les plus urgentes. Nous serons également à ses côtés pour l'aider à renouer avec l'ensemble des organisations multilatérales.

La France prendra toute sa part de l'effort collectif en faveur de la Côte d'Ivoire. Des moyens importants seront consacrés à la relance de notre coopération bilatérale. Je souhaite qu'une attention particulière soit apportée, dans ce cadre, à des secteurs essentiels comme l'éducation, la formation professionnelle, les infrastructures, secteur sur lequel un travail spécifique du G20 est en cours d'initiative. Alain Juppé et Henri de Raincourt y travaillent déjà.

Pour financer ces secteurs prioritaires, la France mettra en place, conformément à ses engagements internationaux et après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE par la Côte d'Ivoire, un contrat de désendettement et de développement pour la Côte d'Ivoire. Celui-ci sera d'un montant sans précédent puisqu'il dépassera les 2 milliards d'euros.

Dans le domaine militaire, la France contribuera à la réforme de l'armée ivoirienne. Je vous le dis mes chers compatriotes, nous garderons toujours des forces militaires ici, pour assurer la protection de nos ressortissants, dans ce camp. Mais je veux que les choses soient claires entre nous : l'armée française n'est pas là pour assurer la stabilité de quelque gouvernement que ce soit, fut-il un gouvernement ami.

Ce sont les Ivoiriens qui doivent choisir. Ici, nous avons des milliers de nos compatriotes, leur sécurité doit être assurée et donc il y aura des soldats pour cela, français, en accord avec les autorités de la Côte d'Ivoire. Mais l'armée française n'a pas vocation, c'est une nouvelle époque, à soutenir ou à intervenir dans les affaires des Etats africains. Nous sommes intervenus parce que la communauté internationale nous l'a demandé. Je dois vous dire avec honnêteté, que si nous n'avions pas obtenu de mandat de la communauté internationale, nous ne serions pas intervenus comme nous sommes intervenus. Nous serions intervenus sans mandat si vous aviez été vous-mêmes en danger, pour vous évacuer et pour vous protéger. Mais l'action que nous avons menée, c'est une action dans un cadre international.

J'ai demandé donc au Président Ouattara, et le ministre de la Défense viendra dans les semaines qui viennent, qu'un nouvel accord de défense soit conclu entre nos deux pays. Et j'ai indiqué que cet accord de défense sera publié. La France ne veut plus d'accord secret, d'accord caché. La France n'a rien à cacher. Elle est l'amie de la Côte d'Ivoire, ce sont les Ivoiriens et eux seuls qui choisissent leur gouvernement. C'est cela, la politique africaine de la France.

Mes chers compatriotes,

Dans ce nouveau partenariat franco-ivoirien, vous avez naturellement un rôle majeur à jouer. Vous aimez profondément ce pays dans lequel nombre d'entre vous sont nés, ou ont vécu une grande partie de leur existence. Vous avez contribué à son développement par votre dynamisme et par vos compétences. Vous l'avez vu, ce pays, se déchirer. Vous en avez été meurtris mais, malgré les épreuves, vous êtes restés ici et vous avez maintenu votre confiance dans ce pays. Vous êtes le cur battant de la relation entre la Côte d'Ivoire et la France.

Vous faites aussi rayonner, dans ce pays, nos savoir-faire, nos valeurs, notre culture. Vous y êtes l'image de la France.

Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire reprend sa marche en avant et compte sur vous pour l'accompagner dans cette nouvelle étape. Le Président Ouattara nous l'a confirmé avec force. Quant à nous et quant à moi, je compte sur vous pour nous aider à établir avec la Côte d'Ivoire la relation renouvelée, sereine, fraternelle, décomplexée - tournons-nous vers l'avenir au lieu de systématiquement évoquer le passé - et équilibrée entre deux grands pays indépendants et maintenant démocratique, que j'appelle de mes vœux.

Croyez bien que ce déplacement, pour nous, c'est un déplacement qui compte. Et pour moi qui aime tant la Côte d'Ivoire, que je ne puisse venir qu'à la 4ème année de mon mandat, ça en dit long sur la situation dans laquelle était tombée la Côte d'Ivoire. Vous, vous le saviez, mais nombre de gens ne le savaient pas ou faisaient semblant de ne pas le savoir.

Mes chers amis, la morale de cette histoire, c'est que la conviction, la détermination, le courage, les principes, finissent toujours par triompher.

Vive la France ! Vive la République et vive la Côte d'Ivoire !

Je vous remercie.